

Reportage

Le difficile exil des journalistes syriens en France

Fanny Arlandis | Publié le 07/11/2017. Mis à jour le 07/11/2017 à 16h38.

EXCLU WEB ABONNÉS — La Maison des journalistes, à Paris, héberge depuis 2002 des reporters ou photographes du monde entier. Aujourd'hui, parmi ces réfugiés, on trouve beaucoup plus de Syriens que toute autre nationalité. Mais, entre difficultés administratives et barrière de la langue, se faire une place en France est pour eux une gageure.



« *Je ne voulais mourir ni en Syrie ni en Turquie.* » Dans un café parisien du 15^e arrondissement, Rowaida Kanaan, journaliste pour Radio Rozana, raconte ses dix mois de

détention dans la prison d'Adra, près de Damas, en 2013. Puis les trois ans qu'elle a vécus à Gaziantep, en Turquie, la peur au ventre. « *Même là-bas les Syriens ne sont pas à l'abri.* »

Le documentariste Naji al-Jerf est assassiné en pleine rue de Gaziantep le 27 décembre 2015. Quelques mois plus tard, l'animateur télé Zaher al-Sherqat subit le même sort. Et la liste est longue. En avril 2017, Rowaida plie bagage et arrive à Paris. Elle se fait héberger par une amie pendant un mois avant d'obtenir une place à la Maison des journalistes (MDJ).



La structure, financée par des médias, la Mairie de Paris et par des subventions via certains ministères, a été créée en 2002 pour héberger des journalistes exilés. Elle est située dans une usine désaffectée de brosses à reluire du 15^e arrondissement de Paris. Depuis le début de la guerre en Syrie, en 2011, on y trouve beaucoup plus de Syriens que toute autre nationalité. Ils occupent actuellement cinq des quatorze chambres.

« *La MDJ est une sorte de baromètre de la situation de la presse et des conflits dans le monde* », explique la directrice, Darline Cothière. Mais ni la MDJ, ni RSF, ni France terre d'asile, ni aucune ONG contactée ne sont en mesure de dire avec précision combien de journalistes syriens ont trouvé refuge en France depuis six ans.

Karam, torturé par le régime syrien et par Daech

Karam al-Masri préfère s'asseoir sur un banc public plutôt que dans un café. « *De toute façon, je ne bois rien. Je n'aime pas le café, pas le thé, sauf à la limite le thé vert, et j'apprécie moyennement les boissons gazeuses* », lance-t-il presque gêné. L'après-midi touche à sa fin et le photographe de 26 ans rentre tout juste de Rouen. Il y a déposé ses demandes de papiers car les démarches sont plus rapides qu'à Paris.



Karam est arrivé en France en mars 2017. Trois mois plus tôt, le 21 décembre 2016, il a dû fuir Alep, avec des milliers d'autres habitants des quartiers est, lorsque la ville est retombée aux mains des autorités syriennes. « *Je n'ai pas quitté Alep, j'ai été viré* », insiste le jeune journaliste, qui a été arrêté et torturé par le régime et par Daech ces dernières années.

Aidé par l'AFP, il rejoint la Turquie pour y effectuer une demande de visa pour la France. « *Depuis 2013, Karam était devenu nos yeux et nos oreilles à Alep, il était normal que nous l'aidions* », raconte la directrice de l'information de l'AFP, Michèle Léridon.

«L'AFP ressent une obligation morale, nous offrons donc une aide humaine, logistique et administrative à nos correspondants»

Cette année, l'AFP a aussi aidé deux autres de ses correspondants syriens, Amir al-Halabi et Baraa al-Halabi, ce qui porte le chiffre à quatre avec Zakaria Abdelkafi, arrivé en France un an plus tôt. L'agence a payé l'opération de ce dernier, blessé à l'œil par un sniper, et ses traitements à Paris pour qu'on lui pose un œil de verre.

« *L'AFP ressent une obligation morale*, poursuit la directrice de l'information. *Nous offrons donc une aide humaine, logistique et administrative à nos correspondants syriens qui en ont besoin.* » Au cas par cas, l'agence appuie les demandes de visa et paie si besoin les transports jusqu'en France. À leur arrivée, elle aide les journalistes à trouver un logement et les encadre ensuite.

Lors du dernier prix Bayeux-Calvados des correspondants de guerre, début octobre, l'AFP a organisé une exposition photographique sur la Syrie qui regroupait le travail de ces quatre réfugiés « *pour les valoriser et leur donner une visibilité* », précise Michèle Léridon. Karam parle désormais de l'AFP comme d'une « *famille* ». A Alep, ses parents ont été tués par un baril d'explosifs qui a détruit leur immeuble alors qu'il se trouvait dans les geôles de l'Etat islamique. Karam était leur fils unique.

S'inventer un avenir en France

Il n'est jamais simple de quitter son pays, sa famille, ses amis, du jour au lendemain pour s'adapter à un nouvel environnement en emmenant avec soi les traumatismes d'une guerre. « *Il y a toujours une rupture puis une période d'errance, le temps de comprendre la nouvelle société et de se reconstruire*, explique Darline Cothière. *Ces journalistes ne savent pas forcément où ils vont vivre, ce qu'ils vont faire. Il y en a qui se perdent et qui se lancent dans des projets intenables. Nous sommes là pour les aider, les orienter, les conseiller. Veulent-ils rester en France ? Faire des études ? De quoi ? Dans quel but ?* » La MDJ tente donc d'accompagner ces réfugiés pour leur permettre d'acquérir leur autonomie au plus vite. Elle leur offre un soutien pour la reconnaissance du statut de réfugié politique, l'acquisition de leurs droits sociaux et l'accès à un logement.

« *Les problèmes auxquels font face les journalistes syriens sont les mêmes que ceux de tous les autres réfugiés*, poursuit Pierre Henry, directeur général de France terre d'asile. *Il leur faut s'adapter à un pays qu'ils ne connaissent pas et dont ils ne maîtrisent pas la*

langue. » Lorsque Karam et Rowaida sont arrivés en France, l'année scolaire était trop avancée pour qu'ils puissent s'inscrire à des cours de langue.

Alors, en attendant, Karam s'est créé un réseau social parisien, et Rowaida s'est reposée. « *En Turquie, je travaillais douze heures par jour. Quand je suis arrivée en France, j'étais très fatiguée. J'ai décidé que les six premiers mois je ne ferais rien. Maintenant je voudrais recommencer à travailler mais je dois d'abord apprendre le français.* »

Peu de place dans les médias français

Depuis début octobre, cette Syrienne de 40 ans prend des cours de français cinq jours par semaine. Les murs de sa chambre de 14 mètres carrés à la MDJ sont recouverts de grandes feuilles blanches saturées de conjugaison et de mots de vocabulaire. Elle a aussi rejoint une troupe de théâtre composée de six femmes rencontrées en Turquie, à Damas ou en prison. La pièce, qu'elles ont montée en arabe, *X-Adra*, raconte leur détention dans cette geôle syrienne. Rowaida ouvre grands ses yeux presque ébène, rehaussés par un trait de crayon bleu turquoise sur la paupière inférieure, pour énoncer fièrement qu'elle y joue son propre rôle. Un rôle qu'elle a écrit elle-même. En janvier 2018, la troupe se produira à Mulhouse.

« *L'insertion professionnelle prend beaucoup plus de temps que l'insertion sociale* », constate la directrice de la MDJ. Les médias sont souvent frileux quand il s'agit d'embaucher un journaliste étranger. « *Les places sont chères et on leur dit qu'ils n'ont pas été formés en France, qu'ils n'ont pas notre culture médiatique.* »



Sakher Edris, originaire de Homs, a trouvé refuge à Paris en 2015. Depuis, l'homme de 43 ans n'a pas réussi à retrouver de travail au sein d'une chaîne de télévision. « *Je m'occupe. Je fais des interventions, du volontariat, je reste très engagé pour la Syrie.* » Il est notamment un membre actif de l'Association des journalistes syriens, fondée en 2012 dans le but de créer un réseau entre les journalistes exilés et ceux restés en Syrie.

Dans le petit studio de [l'agence de presse New TR](#), située sur l'avenue des Champs-Élysées, Zakaria Abdelkafi, 31 ans, roule une nouvelle cigarette. « *Je suis correspondant pour cette agence qui travaille avec des chaînes satellitaires arabes et je suis photographe pigiste pour l'AFP. Beaucoup n'ont pas cette chance.* » Zakaria tente de couvrir tout ce qu'il peut, tout le temps. Il court les manifs et les événements dont il entend parler. C'est comme ça qu'il s'est retrouvé au milieu de la manifestation du 1er Mai à Paris. Il en a tiré la fameuse photo du CRS en flammes que tous les médias ont relayée. « *Pendant six jours, mon téléphone n'a pas cessé de sonner pour des interviews* », se réjouit-il.



« *En gros, à part mes problèmes de logement, tout va bien.* » Zakaria change d'hébergement chaque semaine depuis qu'il a quitté la MDJ, juste avant l'arrivée de Karam, au bout de huit mois, comme la majorité des journalistes qui y trouvent refuge. « *Toutes mes affaires entrent dans une petite valise comme ça* », dit-il en traçant un petit rectangle sur le sol. Il attend depuis sept mois que sa femme, sa fille de 6 ans et son fils de 3 ans obtiennent leur visa pour quitter la Turquie.

“Aujourd’hui, Paris, c’est mon Alep. Ma Syrie.”

« *J’ai fait une demande de logement social dans le cadre du regroupement familial, mais l’administration veut voir ma famille en France avant de me donner une place. Moi je voudrais que ma famille ait un logement en arrivant.* » Il tire mille plans pour leur arrivée, notamment reprendre des cours de français avec sa femme pour obtenir la nationalité. « *En attendant, j’apprends le français dans la rue* », dit-il en passant de l’arabe à un français appliqué, les yeux pleins de malice.

Zakaria, Rowaida, Karam et les autres réfugiés n’ont évidemment pas les mêmes aspirations. « *Je ne veux pas vivre des aides plus d’un ou deux ans*, martèle Rowaida. *Alors si je ne peux pas être journaliste, je redeviendrai prof de maths, comme je l’étais avant la révolution.* » Elle n’exclut pas non plus de retourner dans une Syrie sans Bachar el-Assad. Zakaria, lui, se sent en France chez lui. « *Aujourd’hui, Paris, c’est mon Alep. Ma Syrie. J’aime tellement cette ville qu’une fois je suis descendu dans le Sud voir des amis et je suis rentré plus tôt que prévu car Paris me manquait* », raconte-t-il, mi-sérieux mi-rieur.

Karam ne rêve que d'une chose : retourner couvrir des guerres. N'importe lesquelles. « *J'avais à peine 20 ans quand elle a commencé en Syrie. J'ai vécu six ans de ma vie sous les bombes.* » Alors maintenant le travail qu'il pourrait faire à Paris en tant que photoreporter lui semble fade. Sur son banc, la mâchoire serrée, il évoque longuement l'« *adrénaline* », les « *sensations particulières* » ressenties sous les bombardements et l'attirance qu'il a pour « *le danger* ». A Paris, il se décrit comme un « *touriste* ». « *Je me promène et je poste des photos sur Instagram.* » Mais le jeune Syrien vient tout juste d'obtenir son statut de réfugié politique. Et ainsi l'autorisation de pouvoir retravailler.

Lien : <http://www.telerama.fr/monde/le-difficile-exil-des-journalistes-syriens-en-france,n5313496.php>